

Olivier Besancenot : « La discrimination des musulmans est une donnée incontestable »

Réponses aux questions du site Oumma.com

vendredi 20 avril 2007, par [BESANCENOT Olivier](#) (Date de rédaction antérieure : 2 avril 2007).

Les personnes issues de l'immigration notamment maghrébine subissent des discriminations multiformes et en particulier un accès verrouillé au monde du travail.. Des dispositions ont été prises (par exemple, le projet du CV anonyme malheureusement abandonné) mais cela n'est pas suffisant. Quels engagements comptez-vous prendre pour lutter efficacement contre les discriminations ?

Le CV anonyme était d'une aide très limitée, même si on peut regretter son abandon. Je suis favorable à une action positive concernant en particulier l'éducation et l'école, avec des moyens spécifiques supplémentaires pour des zones à forte concentration de difficulté sociale, qui sont souvent aussi celles où les populations historiquement issues des anciennes colonies sont fortement présentes. En ce qui concerne les discriminations à l'embauche, je propose qu'un audit soit réalisé chaque année sous contrôle des CE pour vérifier comment ont été traitées les demandes d'embauche.

Êtes-vous favorable au droit de vote des résidents non communautaires ? Si oui, à quelles élections ?

Je suis favorable au droit de vote (ainsi qu'à leur éligibilité) de ces résidents à toutes les élections sous condition d'une ancienneté de résidence à discuter (entre un et trois ans). Il devrait aller de soi que des résidents qui contribuent à la production matérielle, à la consommation (donc aux impôts) et à la vie sociale du pays aient leur mot à dire sur la politique suivie.

Jacques Chirac a récemment supprimé le deuxième alinéa de l'article 4 de la loi du 23 février 2005 glorifiant le passé colonial de notre pays. En 1995, Jacques Chirac reconnaissait la responsabilité de l'Etat français dans la déportation des Juifs de France et « la dette imprescriptible » de l'Etat à l'égard des victimes et de leurs ayants droits. Pensez-vous que cette reconnaissance puisse être étendue aux victimes des crimes coloniaux ? Si oui, estimez-vous que ce travail de mémoire puisse être prolongé dans les programmes de l'Education nationale ?

Il reste de toutes les façons les autres articles de cette loi, presque aussi scandaleux. Comme cela a été fait pour l'esclavage, la reconnaissance du crime que représente la colonisation devrait être mise en œuvre. Mais ce sera insuffisant si un réel travail de mémoire - comme le fait l'association « Devoirs de mémoire » à la fondation de laquelle j'ai participé - n'est pas mené, en liaison avec les historiens, et traduit dans l'éducation.

Pensez-vous supprimer ou laisser en l'état la loi Ceseda ainsi que les dernières lois sur l'immigration ? Etes vous notamment favorable ou non à la disposition de loi criminalisant la solidarité envers les sans papiers ?

Je suis pour la suppression de cette loi et de toutes celles qui criminalisent l'immigration. Je suis, d'une manière plus générale, favorable au principe de libre circulation et d'installation. Dans l'immédiat, je suis favorable à la régularisation de tous les sans papiers, et, partant, bien évidemment hostiles à toute répression des personnes solidaires. C'est au contraire un devoir humain élémentaire que de résister à ces pratiques contraires aux droits les plus fondamentaux.

La loi SRU est contournée par de nombreux maires qui préfèrent payer une amende plutôt que de construire des logements sociaux. Quelles dispositions comptez-vous mettre en œuvre pour contraindre au respect de cette loi ? Et plus généralement pour lutter contre la pénurie des logements sociaux ?

Je suis favorable à la réquisition des millions de logements vides qui le sont à titre spéculatif, à la mise en chantier rapide d'un million de logements sociaux et « très sociaux », à la limitation des loyers à hauteur de 20% des revenus. En ce qui concerne la loi SRU, je propose que la non observation de cette loi fasse des maires concernés des délinquants rendus inéligibles.

L'islamophobie est un phénomène dont la gravité est attestée par des études de la CNCDH (Commission nationale consultative des droits de l'Homme), ainsi que par diverses organisations de défense des droits de l'Homme. Quelles dispositions comptez-vous prendre pour lutter contre l'islamophobie ?

La discrimination des musulmans est une donnée incontestable et se mesure en particulier aux difficultés (parfois l'impossibilité) d'une pratique honorable du culte. Fidèle aux principes de laïcité, je suis hostile à tout financement public d'une religion quelconque. Mais je suis tout autant hostile aux pratiques qui bloquent la construction des mosquées par le jeu des refus des permis de construire, ou de celles qui (dans les cantines scolaires en particulier) rendent impossible l'observation de règles du culte. Mais je suis opposé à l'extension illimitée de ce que l'on appelle « islamophobie ». Je lutte pour garantir le droit public et privé à la pratique religieuse en général, mais je refuse que la critique des religions soit criminalisée (par le biais par exemple de l'interdiction du « blasphème »). Plus généralement, je ne scrute pas les consciences : je me sens plus proche d'un croyant qui soutient les sans papiers que d'un athée qui sacrifie au Dieu profit.

La loi de la mars 2004 qui bannit les signes religieux ostensibles de l'école a eu pour conséquence la déscolarisation de dizaines de jeunes filles et leur éviction du monde du travail. Quelles mesures pourrez-vous prendre pour faciliter leur réintégration dans la société ?

Comme la LCR, je suis hostile à cette loi, dirigée évidemment contre les musulmans. Mais, en même temps, je considère que le port du voile présenté comme obligation religieuse pour les femmes se lie facilement à une discrimination contre ces dernières et que le système scolaire - dont une des fonctions est de lutter contre celles-ci - ne peut y être indifférent. Mais on ne lutte sur ce terrain ni par une loi discriminatoire (qui laisse intacte le concordat en Alsace-Moselle par exemple), ni par l'exclusion de l'école. D'où la position adoptée par la LCR lors du vote de la loi : « ni loi, ni voile ».

La légitimité du CFCM et notamment le mode d'élection de ses responsables est aujourd'hui contestée par de nombreux citoyens français de culture musulmane. Quelle est votre opinion à ce sujet ?

Je suis pour la liberté complète d'auto-organisation des cultes et hostiles à toute intervention étatique dans ce domaine. Or, c'est bien ce qui s'est passé avec le CFCM, imposé en son temps par Sarkozy.

Le gouvernement de M. Bush, loin de retenir les leçons de son aventure militaire dramatique en Irak multiplie les menaces de guerre totale contre l'Iran. Quelle position adopterez-vous en cas de guerre contre l'Iran ?

Je suis hostile à l'arme nucléaire potentielle de l'Iran, mais tout autant à l'armement déjà présent des pays qui en disposent (dont les EU, la France et Israël). Mais je dénonce l'hypocrisie des Etats disposant de l'arme nucléaire et qui entendent décider qui d'autre aurait le droit d'en disposer. Bien entendu, je suis contre toute intervention militaire sous ce prétexte pilotée par les EU, en Iran ou ailleurs.

Israël persiste à mépriser le droit international en toute impunité. Colonisation toujours plus étendue, répression continue du peuple palestinien, non respect des résolutions de l'ONU. La France peut-elle imposer contre le droit à la force la force du droit ?

Israël bénéficie d'un droit illimité à ne pas respecter les droits des autres et à fixer son propre droit. Ceci est en particulier vrai du refus de reconnaître le droit des Palestiniens à un Etat viable. Je suis en solidarité avec les populations agressées par Israël, et je crois qu'il faut contribuer au renforcement du mouvement international de solidarité avec celles et ceux qui résistent aujourd'hui, y compris les pacifistes israéliens qui mènent un combat courageux et difficile.

P.-S.

* Publié sur le site d'Oumma.com :

* Propos recueillis par la rédaction.